

### *Les crédits*

ges profiter librement aux citoyens, mais bien sûr ils disparaissent généralement avant de leur parvenir.

Je considère que s'il y a un domaine particulier dans lequel nous avons besoin d'une plus grande participation du gouvernement, c'est-à-dire d'une coopération à tous les niveaux entre les gouvernements fédéral et provinciaux, c'est bien dans le domaine de la santé. Je cite le vieux cliché qui dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Je pense que nous avons besoin d'une révolution en matière de santé, au Canada.

Commençons au niveau de la collectivité. Bien des gens ont écrit qu'au Canada nous avons accordé trop d'importance à la technologie, à l'équipement et aux grosses installations, et que nous avons une façon trop lourde d'aborder le problème de l'assurance-maladie. Je ne suis pas un expert en la matière. Je préfère généralement prendre la parole pour défendre les arbres, les poissons ou VIA Rail. Pourtant, c'est important de parler de la santé au pays, puisque c'est une question qui nous touche tous de près.

La motion présentée aujourd'hui par le député de Winnipeg est importante parce que, comme je le disais, s'il y a un domaine dans lequel le gouvernement pourrait participer davantage, c'est bien dans tous les secteurs de la santé. Le plus important est de travailler en collaboration avec les écoles. Nous savons que dans quelques années—il peut se passer tellement de choses en quelques années—il se pourrait bien que les gens se demandent ce que nous avons, en voyant les marques de vaccin que nous ou nos enfants porterons. C'est une mesure de notre évolution et du changement.

Je pense que si nous devons mettre au point une politique sur la santé, nous devons dépasser le simple débat sur les paiements de transfert et les fonds. Nous devons parler et travailler de concert avec les provinces, qui ont évidemment la plus grande responsabilité dans la prestation des services de santé. Nous devons travailler avec les commissions scolaires et les autres secteurs pour assurer la mise au point d'une politique globale en matière de santé. C'est ainsi que nous pourrions être sûrs que les normes nationales sont respectées.

Je ne suis pas de ceux qui, comme le gouvernement de la Colombie-Britannique et d'autres gouvernements provinciaux mentionnés par mon collègue de Surrey, cherchent à défaire morceau par morceau notre régime d'assurance-maladie. Ce que les Canadiens veulent de la part du Parlement, c'est qu'il garantisse que ces services soient accessibles à tous les Canadiens, où qu'ils vivent.

Je reviens de nouveau sur cette question d'accessibilité parce que ce dont nous parlons actuellement, c'est de la santé qui est l'un des éléments fondamentaux, l'un des piliers de notre pays et également l'un des fondements qui font qu'un peuple est meilleur.

Même dans une place comme le nord de la Colombie-Britannique, à Prince-George dans ma circonscription, on s'est pour ainsi dire battu avec le gouvernement provincial pour tenter d'obtenir une clinique pour le traitement du cancer. Que fait le gouvernement provincial pendant ce temps? Il agrandit les installations à Kelowna et à Kamloops ou en fait construire de nouvelles, imaginez, en invoquant, pour se justifier, des prétextes comme la situation géographique et ainsi de suite.

• (1700)

Voilà un bel exemple d'une décision prise par un gouvernement provincial. Mais c'était malheureusement une mauvaise décision en l'occurrence. De nombreuses cliniques communautaires m'ont également contacté pour me dire combien elles avaient du mal à attirer des professionnels de la santé qui accepteraient de demeurer en permanence dans leur localité.

Je ne suis certes pas le seul dans mon cas. Beaucoup de députés représentent une circonscription qui comprend des petites localités rurales. Les cliniques communautaires, comme celle de Belmont, qui se trouve dans ma circonscription, font paraître des annonces dans les journaux du Royaume-Uni pour tenter de recruter des médecins. J'ignore dans quel genre de journaux elles font paraître ces annonces. Nous faisons de la publicité pour attirer des professionnels de la santé dans nos localités.

On a fait imprimer d'attrayants prospectus sur lesquels apparaissent des motoneiges. On avait l'habitude d'accorder une déduction d'impôt pour les habitants du Nord et des régions éloignées afin d'encourager les gens à venir s'établir dans ces régions de la Colombie-Britannique.

Sans vouloir insister outre mesure, je répète que l'accessibilité est une question importante, non seulement à la frontière avec les États-Unis, dans ce couloir où se trouve la plus grande partie de la population, mais également dans de nombreuses régions où les distances entre localités urbaines et rurales augmentent de plus en plus avec l'éloignement, à l'intérieur des provinces.

Je répète que cette question est très importante. Je crois que le gouvernement fédéral et le Parlement peuvent intervenir dans ce dossier en utilisant leur pouvoir de dépenser. C'est cela dont il est question. Vous le savez, monsieur le Président. Quand le gouvernement fédéral négocie avec les provinces, il fait en sorte que des